

Les écovillages comme stratégie holiste de développement durable et d'économie sociale

Par

Marco Silvestro

Doctorant en sociologie

silvestro.marco@courrier.uqam.ca

Collectif de recherche sur les pratiques solidaires émergentes
Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Département de sociologie

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Les écovillages comme stratégie holiste de développement durable et d'économie sociale

Cette communication présente des résultats d'enquête qui s'inscrivent dans un programme de recherche intitulé « pratiques solidaires émergentes à l'heure du néolibéralisme »¹. L'objectif général de ce programme est de documenter des discours et des pratiques économiques qui se démarquent de l'économie capitaliste actuelle. Dans un deuxième temps, nous cherchons à dégager le potentiel de régulation de ces pratiques, c'est-à-dire la possibilité qu'elles puissent être diffusées à grande échelle pour constituer une nouvelle norme sociale dans le domaine économique. La recherche est encore au stade exploratoire et nous cherchons, par la saisie de données préliminaires, à nous donner un premier panorama de la diversité des pratiques et des discours. Nous avons donc choisi, pour l'instant, de réaliser de courtes monographies qualitatives qui exposent quelques grandes dimensions des initiatives retenues, soit : les discours sur la solidarité sociale et sur les relations économiques; les pratiques économiques concrètes; les modèles organisationnels et les stratégies économiques privilégiées.

Comme mes intérêts personnels me portent vers l'étude de la ruralité et des aspects socio-politiques de l'agriculture, j'ai proposé d'approfondir la question des écovillages. Ceux-ci constituant une stratégie d'action collective des plus innovantes, les données sont encore peu disponibles. J'ai pu recueillir - par des entretiens avec des promoteurs d'écovillages et par des recherches documentaires - la majorité des données disponibles sur les cas québécois.

Je vous propose ici une réflexion sur les liens entre la formule écovillage et l'économie sociale. Je soutiens que l'écovillage est, dans le contexte nord-américain, une stratégie innovante pour concrétiser le développement durable. De plus, il me semble logique d'avancer que le modèle économique le plus compatible avec la formule écovillage est celui de l'économie sociale et solidaire. Ainsi, dans les prochaines pages, je commencerai par définir les écovillages dans leurs trois grandes dimensions (l'écologique, le social et le spirituel). J'élaborerai ensuite une réflexion théorique sur l'écovillage comme stratégie d'action collective adaptée à la posture individualiste actuelle. Enfin, j'utiliserai des exemples québécois pour illustrer rapidement en quoi l'écovillage est intrinsèquement, sur le plan économique, une initiative d'économie sociale.

Qu'est-ce qu'un écovillage?

Ce qu'on appelle écovillage ou écohamneau n'est pas novateur en soi. Il s'agit d'une forme d'organisation sociale de base qui fut celle de l'humanité pendant des millénaires. C'est sa réactualisation dans un contexte de critique des modes de vie consommatoires et des grands ensembles sociopolitiques qui offre un intérêt sociologique. L'objectif principal de l'écovillage est de créer une *micro-société* dont le fonctionnement s'appuie sur des principes éthiques, spirituels et politiques qui font l'objet d'un contrat social explicite et accepté par toutes et tous (H. Jackson, 2003; Leafé Christian, 2003). Le terme écovillage est en lui-même assez récent : il émergea de communautés volontaires spirituelles danoises qui ont décidé d'élargir leurs

¹ Ce programme de recherche est sous la responsabilité de J.-M. Fontan (sociologie, UQÀM) et C. Gendron (Sciences de la gestion, UQÀM), avec la collaboration de P. Rodriguez. La recherche est coordonnée par M. Silvestro; les assistants de recherche sont P. Cimper, B. Hamdi, S. La Tour, Y. Noiseux et J. Scott (sociologie, UQÀM) et J. Leblanc (sciences politiques, UQÀM). Nous remercions le CRISES pour son soutien financier.

préoccupations vers les dimensions sociales et écologiques de la vie en communauté. Le terme est consacré en 1995 par la création du Global Ecovillage Network (GEN)². Trois dimensions essentielles définissent les écovillages : l'écologique, le spirituel et le social.³

1. L'écologique est la dimension première et signifie la protection et l'aménagement durable d'une portion de terre. Cela peut se décliner de façon plus ou moins radicale, mais l'objectif est toujours de développer des techniques de construction, d'aménagement et d'utilisation du territoire qui soient compatibles avec la protection de l'environnement, dans l'optique de réduire l'empreinte écologique (Wackernagel et Rees, 1999) de la communauté. Un souci très marqué pour les solutions pratiques, les trucs techniques, le transfert et l'adaptation de pratiques étrangères caractérise la pensée écologique des écovillageois. La gestion d'un écovillage est ainsi très peu l'occasion de philosopher sur des principes normatifs abstraits et beaucoup le lieu de l'apprentissage, du développement et de l'application de mesures concrètes et techniques pour aménager, construire, produire et vivre écologiquement.

2. La plupart des communautés volontaires furent fondées à partir d'une intention spirituelle. Le GEN, dans son site Internet, décrit la spiritualité comme ce qui « entretient un sentiment de joie et d'appartenance à travers des célébrations et des rituels » et ce qui « est essentiel au développement de soi ». L'idée de spiritualité doit être comprise ici comme un désir de se défaire de l'emprise des logiques utilitaristes de la société capitaliste industrielle, emprise qui s'étend de plus en plus aux sphères domestique et intime (Dobré, 2002; Benasayag et Aubenas, 2002). La dimension spirituelle est ainsi à prendre dans un sens large et renvoie à la recherche du sens de la vie et de ce qu'est la vie bonne.

3. La dimension sociale fait référence au désir de constituer des communautés égalitaires, démocratiques et où le sentiment d'appartenance acquiert un sens concret. Plusieurs chercheurs mentionnent que la fragmentation excessive des sphères de la vie individuelle, jumelée aux processus de globalisation, provoquent solitude et déconnexion d'avec la communauté de proximité et d'avec la communauté politique nationale. De plus, les modes de vie orientés par l'individualisme et la surconsommation induisent de la dissonance cognitive chez plusieurs personnes qui se sentent empêchées d'agir en conformité avec leurs principes moraux et leurs croyances (Jordan, 2003; Melucci, 1989; Dobré, 2002). Pour plusieurs (R. Jackson, 2004; Trainer, 2000), la solution réside dans la création de communautés restreintes qui synthétisent les aspects environnementaux, sociaux et spirituels de la vie. À partir de cette conception générale du « social », plusieurs aspects du *vivre ensemble* peuvent être pris en compte : l'insertion des personnes marginalisées, l'émancipation des groupes dominés, voire la prestation de certains services sociaux par le biais de relations communautaires qui permettent la prise en charge des personnes les moins autonomes (Rhy West, 2004; H. Jackson, 2003).

En définitive, un écovillage est une communauté intentionnelle qui a choisi de soustraire une portion de sol aux logiques du capitalisme pour l'occuper et l'utiliser de manière durable, écologiquement et socialement. Ces communautés mettent toujours au centre de leur action les principes de la démocratie, de l'égalité, de l'inclusion et de l'autogestion – le tout dans une

² Consulter à ce propos le site Internet du GEN-Europe, <www.gen-europe.org/networks/europe/index.html>, ainsi que celui de la fondation SOS Gaïa (Danemark) : <www.gaia.org>.

³ La définition qu'on présentée s'inspire de H. Jackson, 2003; R. Jackson, 2004; le Collectif de l'Aube, non daté; Kirby, 2003; Leafé Christian, 2003 et Trainer, 2000.

perspective écologique. Cela est toutefois une définition abstraite produite à partir de l'expérience des écovillageois. Dans la réalité, les écovillages n'atteignent jamais le modèle idéal et sont toujours à la recherche d'un équilibre entre les trois dimensions. Il est important de mentionner une quatrième dimension, présente sans toutefois être toujours explicitée : l'activité économique. Si la plupart des promoteurs s'entendent pour dire que des activités économiques endogènes doivent naître dans les écovillages, les formes et les finalités de celles-ci ne font pas consensus, tant au niveau théorique qu'à celui de l'action. Par exemple, si certains écovillages cherchent à demeurer autosuffisant sur le plan alimentaire sans se préoccuper du reste, d'autres développent des activités manufacturières spécialisées afin de donner un emploi à tous les habitants.

Écovillage, action collective et subjectivité contestataire

Comment comprendre les écovillages en termes théoriques? Certains affirment d'emblée qu'ils font partie du mouvement d'opposition à la mondialisation néolibérale (R. Jackson, 2004; Trainer, 2000, 2002), alors que d'autres se limitent à dire qu'ils sont un mode de vie apolitique qui professe un repli individuel sur la communauté de proximité (Fotopoulos, 2000). Ce second avis n'est pas dénué de pertinence si on prend en considération que la plupart des communautés volontaires n'ont pas de but politique explicite. Cependant, dire cela dénote une conception étroite du politique et de la participation dans les mouvements sociaux. Je soutiens plutôt que les écovillages se distinguent des communautés volontaires spirituelles apolitiques et sont une forme d'action collective typique de la modernité postindustrielle, une forme qui résulte d'une conception de l'action politique comme de la transgression personnelle et collective des rapports de pouvoir inégalitaires institués dans les rapports sociaux quotidiens. Le politique, en ce sens, ne s'exprime pas qu'à l'intérieur des institutions de la démocratie représentative des sociétés industrielles, mais aussi à travers les interactions quotidiennes et les modes de vie.

Cette conception de l'action politique n'est pas nouvelle en soi : c'est la proposition féministe initiale ainsi qu'une idée libertaire de base, la « révolution du quotidien ». Cette conception devient prépondérante dans le contexte de la modernisation réflexive où l'individu est de plus en plus appelé, comme l'ont montré notamment Beck (1986, 1996) et Giddens (1994), à se défaire des appartenances sociales de la modernité industrielle pour se ré-ancrer dans des appartenances et des identités « choisies ». Dans ce contexte, l'engagement politique se transforme et tend à s'exercer sur un mode plus subjectif, c'est-à-dire que les problèmes motivant l'engagement, plutôt que de se rapporter à des luttes abstraites, font plus appel à l'expérience vécue et sont plus près de la vie quotidienne, ce qu'avait déjà noté Melucci (1978, 1983, 1989) dès les années 1980. Selon Jacques Ion (1994, 1997), on passerait de l'ère de l'*adhésion* à une cause et à une organisation à celle de l'*association négociée* d'un individu à des causes et, accessoirement, des organisations. Ces caractéristiques illustrent la subjectivation du politique, soit la mise en problème de différents aspects de la vie personnelle et l'élaboration consécutive d'un discours politique concret et fragmenté qui fait la promotion d'un changement immédiat dans les conditions d'existence (voir Jordan, 2003; Dobré, 2002; Benasayag et Sztulwark, 2001 sur ces idées).

Cette conceptualisation de l'action politique et de la posture militante ouvre la porte à la compréhension des comportements quotidiens comme traduction d'une pensée politique qui s'exprime dans la pratique (Dobré, 2002; Pichardo Almanzar *et al.*, 1998). Anthony Giddens a

avancé le concept de *life politics* pour qualifier l'action politique au niveau des modes de vie, qui s'exprime par un discours normatif et qui propose des changements culturels. Ce type de politique émerge du niveau individuel, certes, mais pour acquérir une dimension politique, pour qu'une réelle transgression des normes advienne et qu'un potentiel de changement émerge, la dimension collective de l'action doit être manifeste, de même que la contestation doit apparaître comme une menace au système en place.

Les écovillages sont en ce sens une proposition de ré-affiliation sociale sur les bases de l'association volontaire de subjectivités contestataires qui ont dépassé la résistance ordinaire individuelle pour entrer dans une phase d'affirmation collective et, par le fait même, de contestation politique du modèle social dominant. À mon sens, l'écovillage participe de la construction de nouveaux espaces politiques locaux à l'heure de la globalisation des relations politico-économiques et de la redéfinition du rôle de l'État. Par sa structure de propriété foncière collective et sa mission de mise en valeur d'un territoire habité, l'écovillage est un défi aux institutions canadiennes. Que ce soit sur le plan du zonage ou sur celui de l'aménagement territorial; que ce soit à propos de la construction écologique ou de l'agriculture biologique, démarrer un écovillage est un chemin semé d'embûches, une lutte constante pour rendre possible un mode de vie novateur. À titre d'exemple, une organisation promotrice d'écovillage, Terravie, a travaillé pendant deux ans à convaincre et ensuite à aider des fonctionnaires à élaborer un guide juridique et technique pour la mise sur pied de fiducies foncières rurales habitables, une innovation au Québec. Ce guide permettra aux fonctionnaires et aux promoteurs de se comprendre en balisant le sentier administratif à suivre pour que la structure de propriété foncière de l'écovillage soit officialisée et acceptée. Ce type de lutte à l'intérieur des institutions n'est pas très flamboyant, mais il est nécessaire.

Économie sociale et écovillages : des exemples québécois

Il n'existe au Québec que quelques écovillages bien établis et une dizaine de projets à différents degrés de réalisation (Roy, 2001, 2003; Déry, 2004). La majorité comprend une activité économique endogène qu'on peut qualifier de sociale ou solidaire si on retient la définition qu'en donne Jean-Louis Laville : une forme économique hybride (marchande/non-marchande) élaborée par des personnes librement associées et dont la finalité est de renforcer la cohésion sociale, de créer des emplois et de la richesse sociale, d'approfondir la portée de la démocratie et de combler des besoins plutôt que de faire des profits (D'Amours, 1997 : 18-19).

Un des seuls écovillages constitués se nomme Groupe de recherche écologique de la batture (GREB, créé en 1990). Depuis 1996, deux projets ont occupé les habitants : la construction définitive de six maisons écologiques et la mise sur pied d'une coopérative de travail pour exploiter une ferme maraîchère et un petit élevage ovin. Depuis 2001, la ferme est certifiée biologique et elle s'est intégrée au réseau de l'Agriculture soutenue par la communauté (ASC). On constate que le projet d'activité économique du GREB se situe en plein dans l'économie sociale. Non seulement la construction des habitations s'est accomplie hors-marché, mais en plus on a choisi la formule ASC pour distribuer la production agricole⁴. Cette forme de

⁴ L'ASC consiste à jumeler des consommateurs à un agriculteur. Les premiers achètent d'avance la production du second et ne connaissent pas d'avance ce qu'ils obtiendront : ils n'ont que la certitude d'obtenir un panier de légumes chaque semaine.

production et de mise en marché est qualifiée de subversive par la plupart des analystes (Dubuisson-Quellier et Lamine, 2003; Rose, 2001; Silvestro et Fontan, 2005). En effet, même s'il y a échange monétaire, l'ASC renverse la plupart des règles de l'échange marchand et du financement de l'agriculture tel qu'on les connaît.

Le GREB vit cependant un dilemme alors que quelques habitants préfèrent se concentrer sur leur emploi en dehors du village plutôt que de développer l'activité économique endogène. Cela porte l'écovillage vers la « banlieue écologique » et amoindrit sa portée de changement. Voici un autre exemple d'un tel dilemme : il existe à Québec un projet d'habitat communautaire (*cohousing*)⁵. Cela consiste à construire en milieu urbain un ensemble d'habitations aménagées en hameau et comprenant un certain nombre d'équipements communautaires tels que cuisine, garderie, gymnase. L'idée est de créer un sentiment d'appartenance communautaire et de mettre sur pied quelques services, par exemple une garderie. Cependant, chacun des résidents travaille à l'extérieur du hameau. Il s'agit là d'un projet à mi-chemin entre la coopérative d'habitation et l'écovillage et qui respecte le droit à la propriété foncière privée. De plus, la solidarité entre habitants ne s'étend pas au partage des ressources économiques individuellement accumulées.

Un second exemple d'écovillage est celui du projet TerraVie, dont j'ai déjà touché un mot. Ce projet se situe dans les Laurentides. Il consiste à placer une terre sous fiducie foncière (une structure dont la mission est de conserver perpétuellement la terre afin de la soustraire à la spéculation). Selon sa co-fondatrice, le projet TerraVie prendra la forme d'une série de coopératives : coopérative de travail pour les volets agricole et récréotouristique, coopérative d'habitation pour la propriété des maisons et pour la gestion des habitations à loyer modique qui seront construites. La gestion de l'écovillage se fera ainsi à travers un enchevêtrement de CA et de CE qui tisseront une trame démocratique assez novatrice.⁶ Le projet TerraVie essaie ainsi de concilier protection de l'environnement et insertion sociale. On y dénote à la fois un souci de développer des activités économiques respectueuses de l'environnement et un souci de diversifier la base socio-économique des habitants en construisant des habitations à loyer modique sur le territoire de l'écovillage. Cette volonté dénote une sensibilité particulière pour l'insertion sociale et montre que les écovillages ne sont pas que des projets de repli sur la communauté identitaire : ils sont aussi préoccupés par la diversification et l'insertion sociales.

Conclusion

En conclusion, l'écovillage apparaît comme une forme d'organisation sociale qui est aussi une logique d'action collective contestataire du modèle socio-économique dominant. L'écovillage a pour finalité de protéger et conserver une portion de sol, mais aussi de créer de toutes pièces une micro-société où chacun des membres a pu discuter et intégrer volontairement le contrat social. L'écovillage n'est toutefois pas *de facto* contestataire et politique; il l'est lorsque son existence constitue un défi aux institutions dominantes, ce qui est le cas au Canada et au Québec car les institutions ne sont pas adaptées à ce mode de vie. De plus, les activités économiques endogènes mises sur pied sont en grande majorité orientés par les principes de l'économie sociale – ce qui est tout à fait logique dans l'optique de subjectivités contestataires qui ont pris conscience de leur aliénation individuelle et qui cherchent à s'émanciper par le biais

⁵ Consulter <www.cohousingquebec.ca>.

⁶ Information tirée du site Internet de l'organisation et d'entretiens avec les promoteurs de TerraVie.

de stratégies collectives qui s'appliquent à transformer concrètement, *ici et maintenant* selon la formule libertaire, les modes de vie et les pratiques économiques.

Les écovillages m'apparaissent ainsi comme une stratégie holiste, au sens où ils sont le *résultat* d'une réflexion qui touche à tous les aspects de la vie en société. L'écovillage comme synthèse de la société oblige les résidents à penser et à résoudre tous les problèmes qu'on peut retrouver dans une société à plus grande échelle. D'autre part, comme on a pu le voir rapidement avec les quelques exemples, la pensée économique qui s'arrime logiquement à la pensée écovillageoise est celle de l'économie sociale et solidaire. La volonté de créer un sentiment d'appartenance communautaire et la volonté de protéger l'environnement impose de penser des activités économiques respectueuses des ressources naturelles et dont la finalité n'est pas l'enrichissement personnel, mais plutôt la viabilité sociale et écologique. Je terminerai donc en disant que l'écovillage est une façon de pousser plus loin la réflexion et l'action dans le domaine économique, une sorte de laboratoire social pour l'expérimentation de l'économie sociale comme norme de régulation économique.

Bibliographie

- BECK, U. 1996. *The Reinvention of Politics. Rethinking Modernity in the Global Social Order*, Cambridge, Polity Press.
- BECK, U. [1986] 2001. *La société du risque – Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier.
- COLLECTIF DE L'AUBE. Non daté. *Qu'est-ce qu'un écovillage?*, [en ligne] <www.laplumedefeu.com/ecovillage.htm#definition>.
- BENASAYAG, M. et AUBENAS, F. 2002. *Résister, c'est créer*, Paris, Syros-La Découverte.
- BENASAYAG, M. et SZTULWARK, D. 2001. *Du contre-pouvoir*, Paris, La Découverte.
- D'AMOURS, M. 1997. *L'économie sociale au Québec. Cadre théorique, histoire, réalités et défis*, Montréal, Institut de formation en développement économique communautaire.
- DÉRY, P. 2004. « Les ressources et les embûches à l'établissement d'une entreprise agricole collective et la création d'écohamaux agricoles », communication au *Séminaire des Alternatives à l'établissement pour la relève agricole*, Victoriaville (Qc), 11 déc. 2004.
- DOBRÉ, M. 2002. *L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris : L'Harmattan.
- DUBUISSON-QUELLIER, S. et LAMINE, L. 2003. « L'action sur les marchés comme répertoire pour l'action politique. Conditions et limites de l'engagement des consommateurs », conférence au colloque du GERMM, *Les mobilisations altermondialistes*, Paris, 3-5 déc. 2003.
- FOTOPOULOS, T. 2000. « The limitations of life-style strategies: the ecovillage "movement" is NOT the way towards a new democratic society », *Democracy and Nature*, vol. 6 no. 2.
- GIDDENS, A. [1990] 1994. *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- ION, J. 1997. *La fin des militants?*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- ION, J. 1994. « L'évolution des formes de l'engagement public », dans PERRINEAU, P. dir. *L'engagement politique – Déclin ou mutation?*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

- JACKSON, H. 2003. «What is an Ecovillage?», [en ligne] <www.gaia.org/resources/HJackson_whatIsEv.pdf>
- JACKSON, R. 2004. « The Ecovillage Movement », *Permaculture magazine*, no. 40, [en ligne] <www.gaia.org/resources/JTRJ_EV-Movement2004.pdf>
- JORDAN, T. 2003. *S'engager! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris, Éditions Autrement.
- KIRBY, A. 2003. «Redefining Social and Environmental relations at the Ecovillage at Ithaca : A Case Study », *Journal of Environmental Psychology*, vol. 23, pages 323-332.
- LEAFE CHRISTIAN, D. 2003. *Creating a life together: Practivial tool to grow Ecovillages and Intentional communities*, Gabriola Island (B.C.), New Society Publishers.
- MELUCCI, A. 1989. *Nomads of the Present*, Philadelphie, Temple University Press.
- MELUCCI, A. 1983. « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 10 no. 50.
- MELUCCI, A. 1978. « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et Société*, vol. 10 no. 2.
- PICHARDO ALMANZAR, N. A. *et al.* 1998. « Is the Political Personal? Everidday Behaviors as Forms of Environmental Movement Participation », *Mobilization*, vol. 3 no.2.
- RHYS WEST, B. 2004. «The Shaw Ecovillage Project », *The Reporter*, été 2004, [en ligne] <www.populationconnection.org/Communications/KFC2004/lindsaypdfs/shaw.pdf>.
- ROSE, M.-C. 2001. *L'appropriation sociale de l'alimentation au sein d'un projet de mise en marché socialement différenciée*, mémoire de maîtrise (sociologie), Université de Montréal.
- ROY, M.-L. 2001. « Les écovillages, mythe ou réalité? », *La maison du 21^e siècle*, vol. 8, mars 2001, [en ligne] <www.21esiecle.qc.ca/ecovillages.html>
- ROY, M.-L. 2003. « Les écovillages s'implantent au Québec », *La maison du 21^e siècle*, vol. 10 no. 1.
- SILVESTRO, M. et FONTAN, J.-M. 2005. « Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui! », *Possibles*, vol. 29 no. 2.
- TRAINER, T. 2000. « Where are we, where do we want to be, how do we get there? », *Democracy and Nature*, vol. 6 no. 2.
- TRAINER, T. 2002. « Debating the significance of the Global Ecovillage Movement », *Democracy and Nature*, vol. 8 no.1.
- WACKERNAGEL, M. et REES, W. 1999. *Notre empreinte écologique*, Montréal, Éditions Écosociété.